



RÉGION ACADÉMIQUE
PAYS DE LA LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Label « Lycée des métiers »

Evolutions du cadre réglementaire

Décisions de Madame la Rectrice

Organisation de la campagne de labellisation 2024

janvier 2024

Sommaire

L'évolution du cadre réglementaire

- Le contexte académique
- L'évolution du cadre réglementaire
- La position de la DGESCO au regard de la candidature des LGT

Le cahier des charges et procédure académique

L'organisation de la campagne de labellisation 2024

Le label « lycée des métiers » – Le contexte académique

Depuis 2018

- L'Académie a commencé à labelliser des lycées en 2008.
- Les lycées pouvaient porter plusieurs labels : en 2017, l'Académie dénombrait 48 lycées publics et privés comptant ensemble 57 labels
- En 2019, jusqu'à 49 lycées étaient labellisés (25 publics et 14 privés)

Entre 2016 et 2023

- L'observation de la réglementation a conduit chaque lycée à ne porter plus qu'un seul label.
- La moitié des lycées ont été labellisé avec l'intitulé « Lycée des métiers »
- Le cahier des charges et l'accompagnement académique ont favorisé le pilotage du label dans celui de l'établissement

En 2023

- 39 lycées sont labellisés : 23 publics et 16 privés
- 20 portent l'intitulé « Lycée des métiers »

Le label « lycée des métiers » – L'évolution du cadre réglementaire

2021 Création

2005 décret et circulaire

- 9 critères nationaux

2016 évolution du label – décret et circulaire

- Pour « donner une nouvelle impulsion et le distinguer du label « Campus des métiers et des qualifications » »
- « Ouvrant la possibilité à tout lycée – quelle que soit son offre de formation professionnelle – d'entrer dans une démarche de labellisation »
- Permettant d'introduire la démarche d'auto-évaluation
- 8 critères nationaux

2023 évolution du label - décret et circulaire

- le décret n° 2023-763 du 10 août 2023 fait évoluer les dispositions du code de l'éducation relatives au label « Lycée des métiers », afin de mieux reconnaître **la cohérence de l'offre de formation professionnelle avec les besoins** des filières **d'activité** et des territoires, à **valoriser la dynamique partenariale** mise en place et le **travail en réseau**
- 9 critères nationaux

Le label « lycée des métiers » – L'évolution du cadre réglementaire

Des points remarquables

L'exigence qualité est renforcée

Les lycées peuvent être labellisés en réseaux sur la base (de la, ou) des filières d'activités et/ou du territoire dans lequel il s'inscrit.

L'intitulé du label valorise (la, ou) les filières d'activités et/ou le territoire dans lequel il s'inscrit.

A des fins de simplification :

- les procédures de labellisation et d'évaluation d'établissement doivent être articulées
- la procédure de labellisation peut être **pensée en articulation avec les autres labels**

Le label « lycée des métiers » – L'évolution du cadre réglementaire – Extraits de la circulaire

Le contexte

- « La loi du 5 septembre 2018 et la transformation de la voie professionnelle ont installé des leviers de **transformation** dont les établissements ont su se saisir. La réforme du lycée professionnel renforce aujourd'hui leur **capacité à améliorer la cohérence des parcours pour faciliter les poursuites d'étude et l'insertion professionnelle**»

Les objectifs et le périmètre du label

- « Le label « Lycée des métiers » ... permet de **rendre visibles les lycées et leurs offres de formation professionnelle ... Il reconnaît et favorise le développement de l'approche qualité ... dans une démarche collective d'amélioration continue.** »
- « La mise en place des familles de métiers ... et le renforcement de l'accompagnement vers la réussite des poursuites d'études des élèves et apprentis ont contribué au **développement du travail en réseau** des établissements ... **à l'échelle de leur(s) filière(s) d'activité et/ou de leur territoire.** Lorsque plusieurs établissements détenteurs du label ... veulent valoriser ce travail commun et qu'il n'existe pas de Campus des métiers et des qualifications pour la filière dans la région, ils peuvent demander que leur soit attribuée **l'appellation « lycée(s) des métiers en réseau ... »**
- « Les conseils académiques de l'éducation nationale (CAEN) **sont consultés sur le développement du label Ils sont informés** annuellement **des labels délivrés.** »

Le label « lycée des métiers » – L'évolution du cadre réglementaire

Le cahier des charges national : 8 critères pouvant être complétés par un critère académique

- 1. Une offre de formations professionnelles construite autour d'un ensemble de métiers et de parcours de formation
- 2. L'accueil de publics de statuts différents
- **3. Des réponses pédagogiques et des parcours de formation adaptés**
- 4. Un partenariat actif avec le tissu économique local et les organismes de proximité ainsi que les établissements partenaires agissant dans les domaines de la formation professionnelle, de l'orientation et de l'insertion
- 5. L'organisation d'actions culturelles
- 6. La mise en œuvre d'actions visant à l'ouverture internationale
- 7. La mise en place et le suivi d'actions pour prévenir le décrochage scolaire et pour accueillir des jeunes bénéficiant du droit au retour en formation initiale
- 8. Une politique active de communication

Le critère 3 est nouvellement énoncé renforce le volet pédagogique du label.

Le label « lycée des métiers » – L'évolution du cadre réglementaire

L'articulation avec les autres labels et dispositifs d'évaluation

Articulation avec la procédure d'évaluation des établissements du conseil d'évaluation de l'école

- « Le processus de labellisation « Lycée des métiers » et la démarche d'évaluation des établissements comportent plusieurs points de convergence :
 - ... l'audit de labellisation « Lycée des métiers » pourra être conduit dans le prolongement de l'évaluation de l'établissement ;
 - ... la démarche d'auto-évaluation sert de point d'appui à la démarche de labellisation, ... »

Articulation avec les Campus des métiers et des qualifications

- « ...la satisfaction des critères du label « Lycée des métiers » et la démarche d'amélioration continue qu'il implique permettent de faciliter l'intégration des établissements labellisés au sein des Campus des métiers et des qualifications. »

Articulation avec les autres labels, notamment Euroscol, E3D, égalité filles-garçons

- « À l'échelle de l'établissement, une candidature à plusieurs de ces labels doit permettre d'engager la réflexion sur une auto-évaluation menée globalement à l'échelle de l'établissement, mise en lien avec les différents labels, en réponse à l'ensemble des critères visés. »

La position de la DGESCO au regard de la candidature des LGT

La position de la DGESCO au regard de la candidature des LGT

- La DGESCO préconise que le renouvellement de label attribué à un LGT se fasse en lien avec le développement d'un travail partenarial suivi avec un ou des LP.

Les décisions de Madame la Rectrice

Les mesures transitoires

1. **L'articulation des démarches** invite à faire coïncider les calendriers de l'évaluation de l'établissement avec celui de la labellisation.
 - Mesure transitoire. Dès 2024, instruire la candidature des établissements demandeurs d'un renouvellement de label, quelle que soit leur position au regard de l'évaluation. Puis, pour ces mêmes lycées, au-delà de 2024, articuler le calendrier du renouvellement avec celui de l'évaluation. En conséquence, un lycée labellisé en 2024 serait être amené à présenter le renouvellement suivant avant 5 ans.
2. **La labellisation des établissements en réseau implique que chaque lycée soit individuellement labellisé.**
 - Mesure transitoire. Instruire dès 2024 la candidature des établissements souhaitant un renouvellement de label en réseau, en leur demandant d'explicitier dès 2024 les partenariats avec tous les établissements constitutifs du futur réseau. Puis dès 2025, organiser progressivement la labellisation des établissements du réseau en tenant compte de leur calendrier respectif d'évaluation de l'établissement.

Les décisions de Madame la Rectrice

Le cahier des charges académique

A ce jour, le cahier des charges de l'académie de Nantes impose 2 critères académiques : « la mise en œuvre d'une politique de santé et sécurité au travail » et « le pilotage du label ».

Décisions

1. Le critère académique lié au pilotage du label est maintenu : « **Le pilotage du label au sein du projet d'établissement** ».
2. Une exigence académique est imposée pour compléter l'exigence liée au premier et au quatrième critère national. Pour l'établissement, il s'agira de montrer les actions conduites **pour mettre en œuvre des formations nouvelles** (ou des colorations de formations existantes) **en lien avec France 2030**.

Les décisions de Madame la Rectrice

La procédure académique - Actualisation de la procédure

Conditions de labellisation

La demande peut être formulée conjointement par plusieurs établissements, dans l'objectif de procéder à une labellisation en réseau.

Processus de labellisation « Lycée des métiers »

Le label « Lycée des métiers » est délivré sur décision de la rectrice de la région académique Pays de la Loire, sur proposition du groupe régional « Lycée des métiers ».

Les décisions de Madame la Rectrice

Mise en œuvre de la procédure académique de labellisation

A cet effet, la DRAFPIC :

- propose un dossier de candidature ainsi qu'un document d'aide à l'auto-évaluation
- recueille les demandes de labellisation présentées par les établissements
- instruit les dossiers de candidature
- organise les audits et leur déroulement
- prépare les instances de consultation et de décisions ; transmet les informations aux établissements et au ministère.

La DRAFPIC est également en charge de :

- proposer des ressources en ligne sur le site de l'académie
- organiser la cérémonie annuelle de remise des labels, ainsi que l'accompagnement des établissements par la tenue des réunions annuelles d'informations et d'animation des établissements labellisés
- informer et de former les auditeurs.

Les décisions de Madame la Rectrice

Accompagnement pédagogique des établissements

Madame la rectrice confie aux corps d'inspection :

- le suivi annuel des établissements labellisés
- le suivi des établissements sollicitant le label
- le suivi des établissements pour lesquels le label n'a pas été accordé par la rectrice sur avis du groupe « Lycée des métiers »
- l'articulation des lycées labellisés avec les Campus des métiers et des qualifications
- la participation aux audits dans les établissements, dans le respect du principe d'impartialité. Ainsi, l'inspecteur référent de l'établissement peut accompagner la démarche mais ne peut pas être membre de l'équipe d'audit.